

Contrat pour travaux construction (sur métré)



A2

La
**Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit
(GIZ) GmbH**
Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
D-65760 Eschborn
République Fédérale d'Allemagne

- ci-après dénommée
- **«le Maître d 'ouvrage»** -

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de
I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Bonn, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 18384
Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Francfort-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394

Président du conseil de surveillance
Martin Jäger, Secrétaire d'État

Directoire
Tanja Gönner (présidente du directoire)
Thorsten Schäfer-Gümbel

et



- ci-après dénommé
- **«l'Entrepreneur»** -

concluent le présent contrat

pour le projet :

pays d'intervention :

Pour correspondances et factures (à indiquer sur toute correspondance et facture):

N° du contrat (n° Cosoft) :

N° de projet :

Date :

1. OBJET DU CONTRAT - ÉTENDUE DES TRAVAUX

Le Maître d'ouvrage attribue les travaux de génie civil suivants ; l'Entrepreneur se charge de leur exécution :

[REDACTED]

2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'ordre de priorité des documents constitutifs du contrat est le suivant :

- 2.1 Le présent contrat
- 2.2 Le cahier des charges / spécifications techniques
- 2.3 Les plans suivants, joints à l'appel d'offres :

N° [REDACTED]	daté du [REDACTED]	N° [REDACTED]	daté du [REDACTED]
N° [REDACTED]	daté du [REDACTED]	N° [REDACTED]	daté du [REDACTED]

ainsi que les plans et détails susceptibles d'être fournis par le Maître d'ouvrage ou son représentant autorisé à des fins de clarification durant l'exécution des travaux.

- 2.4 Le devis quantitatif chiffré (y compris les tarifs pour les travaux en régie), daté du [REDACTED]

3. CONDITIONS D'EXÉCUTION - DÉMARRAGE DES TRAVAUX

- 3.1 Le Maître d'ouvrage ou son représentant autorisé donnera une notification écrite au moins 7 jours ouvrables avant la date de remise du chantier. L'Entrepreneur démarrera les travaux dans les 5 jours suivant la date de remise du chantier.
- 3.2 L'Entrepreneur accepte d'exécuter et d'achever les travaux décrits dans les documents énumérés à l'article 2 avec le soin et la diligence appropriés, conformément aux pratiques généralement admises.
- 3.3 L'Entrepreneur est tenu d'observer les lois, arrêtés, ordonnances, décrets et autres dispositions légales du pays dans lequel les travaux sont exécutés, en particulier la législation du travail, les normes locales, les prescriptions et règlements publics.
- 3.4 L'Entrepreneur soumettra un programme de travail dans un délai de [REDACTED] semaines après la signature du présent contrat.
- 3.5 L'Entrepreneur fournira les matériaux, le matériel, l'équipement et les outils nécessaires à l'exécution des travaux, en quantités appropriées et en temps opportun.
- 3.6 L'Entrepreneur fournira toute la main-d'œuvre qualifiée et expérimentée nécessaire, en nombre suffisant et en temps opportun, et supervisera ses activités avec le soin et la diligence appropriés. Le Maître d'ouvrage aura le droit de refuser et d'exiger de l'Entrepreneur le retrait de tout employé qui, de l'avis du Maître d'ouvrage, se serait révélé incompetent, négligent ou coupable de mauvaise conduite.

- 3.7 Aucun ouvrage ne devra être recouvert ou dissimulé de la vue sans l'approbation préalable écrite du Maître d'ouvrage ou de son représentant autorisé.
- 3.8 Le Maître d'ouvrage pourra procéder à toute modification de forme, qualité ou quantité des travaux ou partie des travaux qu'il estime nécessaire ou souhaitable (cf. article 4.2). Aucune modification de la sorte ne pourra être faite sans ordre écrit du Maître d'ouvrage ou de son représentant autorisé.
- 3.9 Les matériaux de construction et les ouvrages pourront être soumis à des tests à n'importe quel moment sur demande du Maître d'ouvrage. Ces tests seront effectués conformément aux instructions du Maître d'ouvrage ou de son représentant autorisé au lieu de confection ou de fabrication, sur le chantier ou dans un institut d'essai. L'Entrepreneur fournira l'assistance, les matériaux, l'équipement, les instruments et la main-d'œuvre requis pour ces tests. Les coûts de leur exécution seront supportés par l'Entrepreneur.
- 3.10 L'Entrepreneur évitera à tout moment d'encombrer inutilement le chantier et enlèvera tous les matériaux et équipements qui ne sont plus nécessaires. A l'achèvement des travaux, il laissera le site propre et en bon ordre, à la satisfaction du Maître d'ouvrage ou de son représentant autorisé.
- 3.11 L'Entrepreneur respectera le caractère privé et confidentiel des détails du présent contrat et les différents aspects de sa mise en œuvre sous réserve de ce qui est nécessaire aux fins de cette dernière, et il ne publiera ni ne dévoilera aucune information de ce type à des tiers sans l'autorisation écrite préalable du Maître d'ouvrage. En cas de différend quant à la nécessité d'une telle publication ou divulgation aux fins du contrat, ladite publication ou divulgation sera soumise à la décision du Maître d'ouvrage qui sera sans appel.
- 3.12 Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'effectuer des visites/contrôles de site spontanées, qui peuvent être effectuées, sur demande, par des représentants des parties financantes ou co-financantes (p.ex. l'UE).

4. RÉMUNÉRATION - TRAVAUX ADDITIONNELS

- 4.1 Le Maître d'ouvrage versera à l'Entrepreneur un prix contractuel à concurrence de la somme de

[] (monnaie)

(en toutes lettres [])

conformément aux prix spécifiés dans le devis quantitatif et en fonction des travaux effectivement exécutés et mesurés. Le prix contractuel pourra être sujet à des additions et déductions telles qu'autorisées par les dispositions du présent contrat.

- 4.2 Les prix unitaires et forfaitaires indiqués dans le devis quantitatif couvriront tous les services et travaux de l'Entrepreneur décrits dans le cahier des charges et les plans. Ne seront rémunérés que les travaux supplémentaires ordonnés par écrit par le Maître d'ouvrage ou son représentant autorisé et évalués aux prix indiqués dans le devis quantitatif.

- 4.3 Si le contrat ne fait mention d'aucun prix applicable aux travaux supplémentaires, des prix unitaires ou forfaitaires appropriés seront préalablement convenus entre le Maître d'ouvrage et l'Entrepreneur. En cas de désaccord, le Maître d'ouvrage fixera des prix unitaires ou forfaitaires qui, à son avis, sont raisonnables et adéquats en tenant compte de toutes les circonstances présentes.
- 4.4 L'Entrepreneur facturera l'impôt sur le chiffre d'affaires comme prescrit par la loi ; le Maître d'ouvrage lui versera le montant correspondant en plus de la rémunération.

Montant de l'impôt sur le chiffre d'affaires (*le cas échéant*) :

5. DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉ EN CAS DE RETARD

- 5.1 L'Entrepreneur terminera les travaux énumérés aux articles 1 et 2 dans un délai de [] jours après la remise du chantier et demandera l'établissement du certificat de réception au moins 3 semaines avant la date d'achèvement des travaux.
- 5.2 Si l'Entrepreneur n'achève pas les travaux dans le délai prescrit à l'article 5.1, l'Entrepreneur paiera au Maître d'ouvrage une pénalité de un pour mille (1/1 000) du prix contractuel indiqué à l'article 4.1 pour chaque jour de retard jusqu'à une limite de 5 % du prix contractuel.
- 5.3 Le paiement d'une telle pénalité ne décharge pas l'Entrepreneur de son obligation de terminer les travaux ni de toute autre obligation ou responsabilité lui incombant en vertu de ce contrat.

6. REPRÉSENTANT AUTORISÉ - SURVEILLANCE DES TRAVAUX

La surveillance des travaux sera assurée par une entreprise ou une personne autorisée, mandatée pour agir au nom du Maître d'ouvrage et exercer les droits du Maître d'ouvrage en vertu de ce contrat. Par la présente, le Maître d'ouvrage désigne comme son représentant autorisé pour assurer l'exécution des travaux:

[]

7. PAIEMENTS

- 7.1 Tous les paiements seront effectués en [] (*monnaie*) à la banque et au numéro de compte suivants de l'Entrepreneur :

[]

- 7.2 Les parties contractantes acceptent les modalités de paiement suivantes :

- 7.2.1 Sur présentation d'un cautionnement bancaire émis par une banque agréée par le Maître d'ouvrage et conforme au modèle joint (voir Annexe A 6), l'Entrepreneur recevra une avance de % du prix contractuel =
- L'avance sera remboursée par déduction du pourcentage correspondant de chaque versement d'acompte.
- 7.2.2 Des acomptes seront versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux mesurés sur le chantier, chaque mois et en fonction du devis quantitatif, après certification de chaque facture par le représentant autorisé.
- 7.2.3 Chaque facture sera soumise en double exemplaire et comportera les numéros du projet et du contrat indiqués en première page du présent contrat.
- 7.2.4 Un montant de 10 % du total de chaque acompte sera gardé par le Maître d'ouvrage à titre de retenue.
- 7.2.5 Après délivrance du certificat de réception (Annexe A 9) et présentation de la facture finale, la rémunération due sera payée déduction faite de 5% du montant total du contrat ; cette retenue sera versée après expiration du délai de garantie, à condition que les travaux soient exempts de défauts. Ce montant pourra être versé contre production d'une garantie bancaire en cas de défauts, émise par une banque agréée par le Maître d'ouvrage et conforme au modèle joint (cf. Annexe A 7).

8. CERTIFICAT DE RÉCEPTION - DELAI DE GARANTIE

- 8.1 Le Maître d'ouvrage ou son représentant autorisé délivrera le certificat de réception conformément au modèle joint (voir Annexe A 9) dans un délai de 3 semaines à compter de la date de remise de la demande de l'Entrepreneur relative à l'établissement de ce certificat, à condition que la totalité des travaux ait été achevée en conformité avec les termes du contrat et à la satisfaction du représentant autorisé.
- Si les travaux ont été achevés, à l'exception de quelques petits défauts ou éléments manquants, le Maître d'ouvrage ou son représentant autorisé inclura dans le certificat de réception un constat, énumérant tous les vices et défauts, éléments manquants ou travaux restants à rectifier ou compléter, en indiquant la date à laquelle toutes les rectifications et travaux de finition devront être achevés.
- 8.2 Le délai de garantie sera de 12 (douze) mois à compter de la date de délivrance du certificat de réception.
- 8.3 Les vices, défauts ou retraits dus à l'emploi de matériaux ou à une qualité d'exécution non conformes aux prescriptions du contrat et apparaissant durant le délai de garantie devront être rectifiés par l'Entrepreneur immédiatement après leur notification. Pour ces rectifications, un nouveau délai de garantie commencera le jour de leur exécution.
- 8.4 Au cas où l'Entrepreneur ne remplirait pas ses obligations au titre de ce Contrat, le Maître d'ouvrage sera en droit de faire une déduction, de réclamer des dommages-intérêts ou, après avoir donné un préavis de quatre (4) semaines à l'Entrepreneur,

d'employer un autre entrepreneur pour exécuter les travaux de rectification requis et de déduire toutes les dépenses qui en découlent ou y sont afférentes des montants retenus conformément aux dispositions des articles 7.2.4 ou 7.2.5, ou de se les faire rembourser par l'Entrepreneur.

9. RESPONSABILITÉ - ASSURANCE

- 9.1 L'Entrepreneur sera responsable de tout dommage causé par lui-même, ses agents, employés ou toutes autres personnes engagées par lui pour l'exécution des travaux.
- 9.2 La sous-traitance de l'ensemble ou de parties des travaux faisant l'objet de ce contrat requiert le consentement formel écrit du Maître d'ouvrage. Ce consentement peut être retiré à tout moment en cas de récriminations graves. L'Entrepreneur demeurera responsable de toutes les prestations exécutées par ses sous-traitants de la même manière que s'il s'agissait de ses propres prestations.
- 9.3 Sans que cela ne limite ses obligations et responsabilités en vertu du présent Contrat, l'Entrepreneur souscrira une assurance à ses frais pour couvrir tout dommage matériel ou physique, perte ou préjudice causé à toute personne ou tout bien et découlant de l'exécution du présent Contrat.
- 9.4 Le montant de l'assurance sera fixé conformément à l'usage en vigueur dans le pays où les travaux doivent être exécutés.

10. RÉSILIATION DU CONTRAT

- 10.1 Le Maître d'ouvrage peut à tout moment résilier ce contrat, soit dans son intégralité, soit pour certaines parties des travaux.
- 10.2 Si le Maître d'ouvrage résilie le contrat pour un motif imputable à l'Entrepreneur, le Maître d'ouvrage sera en droit de réclamer la compensation des dommages subis. Dans ce cas, le Maître d'ouvrage rémunérera seulement les travaux déjà exécutés, à condition que ceux-ci soient utilisables. Le Maître d'ouvrage pourra compenser ses créances en dommages-intérêts avec la rémunération. Tous les autres droits légaux du Maître d'ouvrage demeureront inchangés.
- 10.3 Si le Maître d'ouvrage résilie le contrat pour un motif non imputable à l'Entrepreneur, l'Entrepreneur aura droit à une rémunération pour les travaux déjà achevés et au remboursement des dépenses inévitables encourues avant la date de résiliation.

11. ARBITRAGE

Tous les différends relatifs au présent contrat seront définitivement réglés en vertu du Règlement de Conciliation et d'Arbitrage de la Chambre Internationale de Commerce par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce règlement.

12. NORMES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

L'Entrepreneur s'engage à promouvoir et respecter les droits de l'homme et à respecter la législation applicable, y compris les accord environnementaux multilatéraux. Les normes internationales du travail de l'OIT (Organisation internationale du travail) font partie intégrante du présent Contrat. L'Entrepreneur est tenu de se conformer à ces normes et déclare, par les présentes, bien les connaître. (Pour plus d'informations, consulter le site www.ilo.org)

13. Le contrat est établi en double exemplaire. L'Entrepreneur en recoit une copie.

14. DISPOSITION FINALE

Toute modification ou supplément à ce contrat doit se faire par accord écrit.

.....
(Lieu, date)

.....
(Lieu, date)

.....
Le Maître d'ouvrage
Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit
(GIZ) GmbH

.....
L'Entrepreneur
(cachet, s'il y en a un)

Annexes :

- A6 Modèle de cautionnement pour avance
- A7 Modèle de cautionnement au titre de la garantie
- A9 Formulaire de certificat de réception